

Siège Social

130 bis rue de Belfort – CS 40939
25021 BESANCON Cedex
Tél : 03 81 65 52 52

Antenne Belfortaine

JONXION 1
La Tour
1 Avenue de la Gare TGV
90400 MEROUX-MOVAL
Tél : 03 84 46 61 50

N. réf : LM-LL/2023-052

Affaire suivie par

Lysiane MOINAT

**Monsieur le Maire
MAIRIE**

118 Rue de Brebotte
90400 VEZELOIS

Meroux-Moval, le 7 juin 2023

Monsieur le Maire,

Vous nous avez transmis, pour avis, le plan local d'urbanisme de votre commune (réceptionné dans nos services le 9 mars).

Nous avons suivi votre document d'urbanisme tout au long de la procédure et avons pu exprimer nos remarques qui ont été pour la plupart prises en compte, notamment nos demandes concernant :

- La prise en compte de l'activité d'élevage canin de la famille Grossheny ;
- La prise en compte des accès aux parcelles agricoles impactées par les zones à urbaniser.

Nous avons également exprimé plusieurs remarques relatives à la consommation d'espace et à l'activité agricole dans le diagnostic environnemental. Sur ces deux points, nous souhaitons vous faire quelques propositions pour faire évoluer votre projet.

Voici en détail nos remarques, qui nous semblent importantes à prendre en compte.

Notre avis **sur votre projet de PLU est favorable.**

Remarques sur la prise en compte de l'agriculture dans le rapport de présentation :

Globalement, le diagnostic agricole est peu détaillé. En page 26 : vous mentionnez la présence d'un élevage canin sur la commune. Des éléments de détail sur l'activité et ses projets trouveraient leur place dans le diagnostic et permettraient de justifier le zonage correspondant.

Nous vous avons alertés à plusieurs reprises sur certains éléments du diagnostic environnemental qui stigmatisent l'activité agricole, alors qu'aucun diagnostic des pratiques agricole n'a été mené. Nous avons relevé beaucoup d'éléments « à charge » contre l'agriculture. Il nous semblerait préférable de montrer les efforts menés par la profession agricole depuis de nombreuses années pour améliorer la prise en compte environnementale et répondre aux attentes des citoyens en matière de production alimentaire et de santé, plutôt que d'opposer agriculture et environnement. Il faudrait pour cela mener un diagnostic des pratiques



agricoles qui mettrait en évidence les intérêts environnementaux des pratiques de polyculture-élevage, dominantes sur votre commune. Nous relevons notamment les éléments suivants :

- En page 53, vous précisez que l'état des cours d'eau se dégrade en raison de pollutions diffuses par les nitrates et que des prospections réalisées en 2017 permettent d'envisager les causes de ces pollutions. Vous citez notamment certaines pratiques agricoles comme l'épandage de pesticides. Cette conclusion est hâtive et non fondée sur un diagnostic, alors même que les pesticides n'ont aucun lien avec les nitrates ;
- Nous avons également évoqué plusieurs fois avec vous notre incompréhension sur le fait de relever qu'une portion de cours d'eau n'a pas été bordée en 2017. Est-ce que cette erreur d'un exploitant, sur une faible partie de ses surfaces exploitées, sur l'année de mise en place de la règle mérite vraiment d'être relevée dans le rapport communal pour justifier la pollution de l'eau, photo à la clé ? Ne pensez-vous pas qu'il serait souhaitable dans ce cas d'évaluer l'ensemble des pratiques agricoles qui mettraient en évidence les efforts de la profession en matière de prise en compte environnementale ? A titre de comparaison, cela nous semblerait tout aussi incompréhensible de justifier la pollution de l'air de la commune par un excès de vitesse réalisé par un habitant dont le véhicule serait mis en photo dans votre rapport ;
- Un autre exemple est celui du rôle des genêts sur votre commune (page 77 du rapport), dont la présence aurait été repérée, alors que c'est une espèce inexistante dans le département depuis des années. Puisque sa présence a été détectée, la conclusion pourrait être de dire que les pratiques agricoles sont propices à son habitat ? Pourtant, votre conclusion est de dire que les pratiques agricoles détruisent les nichées ;
- En page 111, quel diagnostic permet de conclure que Les principaux rejets polluants proviennent du secteur résidentiel (chauffage bois) et de l'agriculture (pollution de l'air par les pesticides en période de traitement) ? Nous n'avons pas connaissance d'un plan de surveillance local, ni de valeur réglementaire sur la contamination aérienne par les pesticides. D'après le plan de protection de l'atmosphère en vigueur sur l'aire urbaine, la problématique agricole n'est pas citée dans les causes de pollutions dominantes. De même, le Document d'Orientations et d'Objectifs du SCOT (page 33, chapitre 6.2 du DOO) ne fixe pas d'orientation sur la pollution de l'air par les pesticides ;
- En page 85, vous intégrez la majorité des espaces agricoles dans les espaces fortement anthropisés (zones urbanisées denses, cultures et prairies intensives) et vous estimez que ces espaces ont une valeur écologique faible. Nous souhaitons ici rappeler que la loi climat et résilience met en évidence les enjeux de préservation du foncier agricole. Les espaces, et notamment agricoles, sont reconnus pour leur



intérêt environnemental dans la lutte contre le changement climatique... Mettre les zones urbanisées denses et les milieux agricoles au même plan n'est pas acceptable et témoigne d'une confusion dans votre rapport entre enjeux écologiques et diversité floristique ;

- En page 89, vous estimez que le paysage de culture est « monotone » : il s'agit d'une lecture paysagère surprenante et très personnelle. Il nous semble au contraire qu'un paysage de culture (et en particulier dans un département où l'activité de polyculture-élevage domine) varie énormément au cours du temps, bien plus qu'une forêt ou un espace urbanisé. Encore une fois nous relevons un terme péjoratif appliqué sans raison à l'agriculture.

Nous espérons vivement que ces éléments, plusieurs fois évoqués avec vous en réunion, seront repris dans votre document final.

Remarques sur la consommation foncière :

Votre projet entraîne la consommation de 4,8 hectares, dont 2,2 hectares en extension sur des espaces agricoles et 2.6 ha en dents creuses. Vous estimez, en page 14 du Projet d'Aménagement et de Développement Durable que : « les secteurs choisis pour le développement urbain en extension ne représentent pas d'enjeux pour l'agriculture ou la biodiversité ». Nous ne sommes pas d'accord avec cette conclusion qui n'est pas justifiée. Il aurait été souhaitable d'effectuer une analyse des impacts des projets d'urbanisation sur l'activité agricole (pour les 3 zones à urbaniser et les différentes extensions sur les parcelles agricoles).

De plus, la carte des dents creuses nous semble à affiner. Quelques parcelles, visiblement non bâties sur les photos aériennes, n'ont pas été intégrées à la carte des dents creuses. Le potentiel nous semble donc sous-évalué. C'est par exemple le cas de la parcelle AA27, qui pourrait représenter un potentiel constructible d'une vingtaine d'ares.

Votre consommation foncière ne répond pas au principe de division par deux de la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers de la loi climat et résilience puisque votre projet représente une réduction de 20 % de la consommation d'espace (0,32 ha/an). Votre PLU devra donc se mettre en compatibilité avec les objectifs de réduction de la consommation d'espaces retenus par le SRADDET, et définis dans le SCOT, avant 2027. Il serait donc judicieux de retirer dès aujourd'hui des surfaces à urbaniser sur des surfaces agricoles exploitées (chemin du chatus), pour éviter une révision de votre PLU dans les années à venir.

Remarques sur le règlement de la zone agricole :

Vous avez pris en compte nos remarques lors de la réunion de travail à ce sujet, pour intégrer le projet de M. Grossheny (élevage canin classé ICPE).

Nous nous interrogeons sur la règle d'éloignement de 10 mètres par rapport aux limites séparatives : ne risque-t-elle pas de contraindre le



projet de construction de l'élevage ? (article 2.1 page 43). Pour rappel, le projet se situe à environ 5 mètres de la voie.

Vous souhaitez autoriser les postes de production et de distribution d'énergie. Nous souhaitons que cette disposition soit complétée en ce qui concerne les productions photovoltaïques. Il s'agirait de n'autoriser que la production répondant aux critères de l'agrivoltaïsme.

Nous sommes à votre disposition pour toute information complémentaire, et nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos salutations distinguées.

**Pour le Président de la
Chambre Interdépartementale d'Agriculture,
Le 1er Vice-Président Délégué**

Georges FLOTAT